



Network project for the decentralised and centralised
dissemination of TNP3 results and outcomes

RAPPORT DE SYNTHÈSE "SUD" (SOUS PROJECT 2) BULGARIE, GRÈCE ET ESPAGNE

Évolutions récentes du marché du travail en Europe du Sud :
répercussions sur l'enseignement supérieur et sur
les compétences communicatives et interculturelles nécessaires aux
diplômés en langues

Introduction

Ce rapport de synthèse régional pour l'Europe du Sud décrit brièvement certains développements récents de la société, de l'économie, et du marché du travail et leur impact les besoins en communication multilingue. Il examine comment les institutions d'enseignement supérieur des états d'Europe du Sud ont réagi face à ce défi en tentant d'accroître les compétences et l'employabilité de leurs diplômés et en se préparant à répondre aux besoins potentiels à venir. Ce rapport se base sur les versions mises à jour des rapports nationaux rédigés par les participants bulgares, grecs et espagnols du TNP3-D, en mars et avril 2007.

Évolutions dans l'économie, la société et sur le marché du travail

Ces trois dernières années, les États de l'Europe du Sud ont été le cadre d'importantes mutations sociales et politiques. L'élargissement de l'Europe, l'émigration, l'ouverture de l'UE au reste du monde et la mobilité accrue au sein de l'Union n'en sont que quelques unes des manifestations. De plus, l'avènement de la société de la connaissance où les TIC jouent un rôle décisif a entraîné des mutations du marché du travail et la création de nouveaux profils d'emploi. Ces mutations ont eu différents effets sur les pays méditerranéens.

La Bulgarie, membre de l'UE depuis le 1er Janvier 2007, s'est attachée ces dernières années à restructurer son économie et a entrepris des processus de privatisation et de restructuration, entraînant le déplacement de toute une partie de la main d'œuvre du secteur publique vers le privé. En développant une économie de marché performante, capable de faire face à la concurrence et apte à s'intégrer dans la mondialisation, la Bulgarie a généré un fort taux de chômage, un niveau de vie faible, un fort pourcentage d'économie souterraine (représentant 25 à 30% du PNB selon les experts), un important déficit des

fonds de pensions, un fort isolement social dans un environnement économique peu favorable et un fort taux d'émigration vers les autres pays de l'UE. En fait, les problèmes ethniques et politiques ont même encouragé l'émigration plutôt qu'une migration temporaire de la main-d'œuvre. Pour faire face à ce problème, le Conseil des Ministres a approuvé *la Stratégie pour l'Emploi en Bulgarie, 2004-2010*, un document basé sur la Stratégie Européenne pour l'Emploi qui soutient le plein emploi, la qualité du travail et la productivité, ainsi qu'un marché du travail qui garantit un haut niveau d'inclusion.

La jeune génération bulgare constitue une part significative des défavorisés sur le marché du travail. Ses difficultés à trouver un emploi sont essentiellement dues à son manque d'expérience professionnelle, le manque de financement, le manque d'informations, de conseils et d'orientation vers l'entrepreneuriat, et l'absence de système de prêt pour les jeunes entrepreneurs prometteurs. Un sondage récent a montré que le jeune employé modèle devrait être capable de s'adapter rapidement à tout environnement, d'acquérir de nouvelles compétences et de remplir de nouvelles fonctions. Les chômeurs de longue durée (plus d'un an d'inactivité) représentent près de deux tiers du nombre total de chômeurs. Ces personnes ont besoin de mesures spéciales pour améliorer leurs qualifications et être réorientées pour répondre aux nouveaux besoins du marché.

En Grèce, des mutations majeures ont eu lieu ces dernières années dans tous les secteurs économiques et plus particulièrement sur le marché du travail. Ces mutations ne sont pas uniquement quantitatives, c'est-à-dire qu'elles ne représentent pas que des améliorations des indicateurs de l'économie et du marché du travail, mais elles sont aussi qualitatives. Pour l'instant, le nombre de salariés a sensiblement augmenté, alors que le nombre de personnes à leur compte et de travailleurs familiaux a diminué. De plus, on note une augmentation du nombre de personnes impliquées dans des structures de travail nouvelles ou informelles. Cette hausse de l'emploi a été plus faible dans certains domaines, reflétant l'effondrement des emplois agricoles et les réductions de personnels dans les entreprises privées. D'un autre côté, l'économie grecque est en plein essor dans certains domaines, comme dans le bâtiment et les services aux entreprises, grâce aux Jeux Olympiques de 2004. Ces dernières années, la Grèce a dû faire face à d'importants transferts de capitaux industriels vers les Balkans à cause du faible coût du travail dans ces pays qui ont causé de sérieuses distorsions sur le marché de l'emploi grec. Près de 1500 PME ont émigré, dont 50% en Albanie et en Bulgarie.

Un récent sondage effectué en Grèce fait état d'une forte disparité entre les compétences qu'ont les travailleurs et celles demandées par les employeurs. Le sexe, l'expérience professionnelle acquise pendant la formation et la connaissance de langues étrangères semblent être les facteurs influant le plus le statut de l'emploi des diplômés sur le marché du travail grec.

Même s'il a tendance à baisser depuis 1999, le taux de chômage en Grèce reste supérieur aux moyennes européennes en ce qui concerne les jeunes et, plus particulièrement, les jeunes femmes. Le taux de chômage chez les femmes est en effet considérablement plus élevé que chez les hommes. On pense que le faible investissement dans les stages et dans la recherche, les faiblesses du système d'enseignement et les caractéristiques de la législation en matière de taxes et de sécurité sociale empêchent le développement de la productivité et de l'emploi des jeunes, des femmes et des plus âgés.

Ces trois dernières années, l'économie espagnole a été considérée comme l'une des plus florissantes en Europe de l'Ouest. Cependant, certaines prévisions restent peu favorables, parmi lesquelles la perte continue de compétitivité, le risque d'effondrement de l'immobilier, le changement de profil démographique du pays et la baisse des fonds structurels de l'UE. Certains points comme le terrorisme ou le chômage représentent encore des menaces pour l'Espagne.

L'une des spécificités culturelles de l'Espagne, mais commune à de nombreux états méditerranéens, est le fort soutien que représente traditionnellement la famille. Il n'est pas rare de voir dans ces pays de jeunes adultes de 20 ou 30 ans encore totalement à la charge de leurs parents. Cependant, on considère que la situation des jeunes adultes espagnols (de 16 à 24 ans) est alarmante, car une récente étude a montré qu'ils étaient les plus touchés par le chômage. Deux principaux facteurs semblent jouer sur les ressources en main-d'œuvre. Premièrement, la législation sur le salaire minimum freine les entreprises dans l'embauche de salariés. Deuxièmement, la faible qualité des programmes mis en œuvre pour lutter contre le chômage les rend inutiles : ils tendent même à renforcer le phénomène. Ces programmes ont pour objectif d'augmenter la mobilité de la main d'œuvre, d'améliorer les qualifications des chômeurs et de proposer des services d'aide à la recherche d'emploi. Il semble que les facteurs majeurs de ce fort taux de chômage parmi les jeunes soient des facteurs institutionnels agissant sur la demande, avec lesquels le gouvernement influence la demande des entreprises pour des jeunes.

On note malgré tout une forte disparité entre les compétences demandées par les entreprises et les aptitudes des jeunes adultes. Cette différence est due à l'attrait pour les études provoqué par le fort taux de chômage, ce qui débouche sur une main d'œuvre surqualifiée. De plus les mutations du marché du travail appellent de nouvelles conditions et de nouveaux besoins sociaux, tout en soulignant la nécessité d'un système d'enseignement préparant mieux à ces nouveaux besoins. Le fait, qu'en Espagne, le système éducatif moderne se soit développé en parallèle à l'accélération des avancées technologiques et à l'ouverture du marché, a également contribué à cette disparité. Cela a poussé à une réduction drastique de la demande en emplois peu qualifiés, contrebalancée par une forte hausse de la demande en éducation.

L'accord pour l'emploi et pour une meilleure croissance ratifié par le gouvernement, les syndicats et les représentants des employeurs en mai 2006 est un effort remarquable de lutte contre les problèmes structurels du marché du travail espagnol. L'objectif principal de cet accord est de réduire la quantité de travail temporaire en incitant au contrat à durée indéterminée, tout particulièrement pour les groupes défavorisés, comme les femmes, les jeunes, les personnes handicapées ou au chômage depuis longtemps.

Évolution des formations de l'enseignement supérieur et nouveaux besoins

Alors que les besoins en langues et en communication devraient être partout les mêmes à cause de la mondialisation, les cursus en langues proposés par les institutions de l'enseignement supérieur restent très hétérogènes, parfois au sein d'un même état.

En Bulgarie, ne pas connaître de langue étrangère est un sérieux handicap pour les personnes souhaitant travailler à l'étranger. C'est d'autant plus vrai pour les Bulgares plus âgés qui ont perdu leur emploi suite à la restructuration et à la privatisation de l'économie. La situation est différente pour les jeunes, qui ont en général de bonnes compétences linguistiques, et peuvent facilement émigrer pour trouver un emploi mieux payé que ceux qu'on leur propose en Bulgarie. En fait, les cours de langues sont obligatoires dans toutes les universités. Les étudiants poursuivent souvent l'apprentissage de l'une des langues qu'ils ont étudiées au lycée. La quantité d'heures d'enseignement est variable, mais le minimum est fixé à deux semestres, et il inclut une formation aux compétences de bases suivie de modules de langues de spécialité, en rapport direct avec la formation suivie. Ces enseignements sont de plus en plus nombreux, grâce à un certain nombre de projets européens qui comportent entre autres une formation à la pédagogie, la conception de nouveaux programmes d'étude, des programmes de langues appliquées, la mise en place de réseaux internationaux, des cours d'informatiques appliqués aux langues étrangères et l'utilisation d'Internet.

En lisant les réponses des étudiants, on peut discerner deux facteurs principaux qui montrent que les institutions de l'enseignement supérieur n'exploitent pas au mieux la grande motivation d'intégration exprimée par les étudiants. Tout d'abord, les étudiants sont très critiques vis-à-vis du contenu des formations où le fait de parler de soi constitue une part intégrante du cursus. Ils considèrent en particulier les sujets tels que les animaux de compagnie, les études ou l'argent de poche, comme étant trop élémentaires par rapport à leurs futurs besoins. La plupart des étudiants n'utilisant pas leurs compétences en langue hors de la classe, ils ont tendance à penser que leur expérience de la « vraie communication » est trop limitée. Même si les étudiants estiment travailler dur

pour apprendre les langues, ils pensent ne pas avoir les compétences nécessaires pour communiquer dans cette langue.

L'entrée officielle de la Bulgarie dans l'UE a néanmoins donné un nouvel élan à la création de nouvelles exigences au niveau des qualifications en langues étrangères pour rendre les diplômés bulgares plus compétitifs sur le marché du travail européen. Les étudiants de licence sont maintenant plus confiants sur leurs chances de trouver un travail en toute légalité hors de la Bulgarie. Par conséquent, ils se rendent de plus en plus compte de l'importance d'étudier les langues étrangères à tous les niveaux de l'enseignement. Cette demande force les décideurs universitaires, de leur côté, à prendre les mesures nécessaires pour subvenir aux nouveaux besoins des étudiants au niveau de l'enseignement et de l'apprentissage des langues.

En Grèce, de bonnes connaissances en anglais semblent être un facteur important pour l'obtention d'un premier emploi, que ce soit pour un travail peu spécialisé ou un travail de bureau. Un récent sondage a cependant révélé que deux tiers des diplômés n'étaient pas obligés d'étudier de langues étrangères et qu'un tiers seulement dit en avoir étudié avant la licence. Les langues les plus étudiées sont l'anglais, le français, l'italien et l'allemand.

Une récente enquête parmi des diplômés de l'université technique d'Athènes et des employeurs a montré que les institutions de l'enseignement supérieur s'adaptent plutôt lentement aux nouveaux besoins d'une économie basée sur la connaissance.

En Espagne, bon nombre de rapports et d'articles de presse soulignent le manque de compétences linguistiques de ses citoyens. Malgré une récente réforme de l'enseignement, qui a introduit l'enseignement de l'anglais à l'école primaire, et l'ajout d'une deuxième langue européenne optionnelle au collège ou au lycée, la situation ne s'est pas améliorée, et beaucoup d'étudiants entrent encore à l'université avec un niveau faible en anglais comme seul bagage linguistique. On note cependant que grâce à cette réforme, le nombre de diplômés ayant des connaissances en anglais, en allemand et en français a augmenté par rapport aux années passées. Les formations non-linguistiques continuent pourtant de dispenser un enseignement limité en langue, et uniquement dans l'optique de passer un examen terminal. Le niveau de qualification en fin de programme et le nombre de crédits d'enseignements alloués aux cours de langues varient selon les universités, les départements et les cours.

Cependant une enquête de 2005 de l'Institut de Langues a révélé que le fait d'avoir des connaissances dans au moins une langue étrangère, notamment en anglais, augmente sensiblement les chances de trouver un emploi sur le marché du travail espagnol. Les diplômés des écoles de commerce, de tourisme et de langue semblent être ceux qui tirent le plus avantage de ces compétences.

Les évolutions récentes des formations universitaires visent à compenser le manque de compétences linguistiques. En 2006 et 2007, de nouveaux plans d'actions pour le multilinguisme ont été mis en œuvre avec les objectifs suivants :

- Enseigner les matières principales en anglais dans différents centres et départements.
- Développer la formation en langues, pour favoriser la mobilité européenne des étudiants, et l'obtention d'un emploi.
- Proposer des enseignements de diversification dans les programmes de philologie anglaise, allemande et française.

Coopération entre les institutions d'enseignement supérieur et les acteurs sociaux

Les consultations et la coopération entre les institutions d'enseignement supérieur, les employeurs et les anciens étudiants ne sont pas organisés dans les pays du Sud de l'Europe. Dans la pratique, il n'existe aucune structure à même de promouvoir ces échanges. En Bulgarie, les entreprises ne jouent aucun rôle dans le système d'enseignement, et le système bulgare ne prépare pas encore les étudiants à être compétitifs sur le marché du travail, selon les chefs d'entreprise qui se plaignent de ne pas trouver du personnel correspondant à leurs besoins. Une enquête récente a révélé que deux tiers des personnes travaillant dans le milieu des affaires ne sont pas des diplômés universitaires et ne parlent pas de langue étrangère. Les entreprises doivent donc se résoudre à employer du personnel ayant des compétences linguistiques génériques.

La création de services d'information et d'orientation permettant le dialogue entre les diplômés et les organisations d'employeurs, est un phénomène relativement récent pour les institutions bulgares de l'enseignement supérieur. Le portfolio européen des langues n'est pas encore très connu des employeurs, mais ces derniers attendent souvent de leurs candidats qu'ils joignent leur propre portfolio à leur demande d'embauche. Les tests de compétences linguistiques en interne ne sont pratiqués que dans les entreprises multinationales, et seuls quelques rares employeurs proposent de former leurs salariés aux langues. La plupart du temps, les employeurs doivent encourager leur personnel à prendre des cours pour répondre aux besoins croissants en compétences linguistiques des entreprises, des sociétés étrangères et des gouvernements ou autorités locales. Ces cours sont le plus souvent dispensés par des institutions privées et se déroulent soit dans l'entreprise, soit dans les locaux du prestataire. Ces formations peuvent être sur la durée, ou bien intensives, afin d'améliorer au plus vite les compétences des participants. Lors de ces formations, les prestataires cherchent à atteindre les meilleurs résultats possibles, et se servent de supports technologiques pour mieux s'adapter aux

besoins individuels. Ils travaillent principalement avec leurs propres matériaux pédagogiques et se concentrent sur le développement de compétences linguistiques génériques ou spécialisées chez les participants.

En Grèce, comme dans beaucoup d'autres pays de l'Europe du Sud, l'appel à des audits linguistiques n'est pas une pratique courante. Un projet financé récemment dans le cadre du programme européen Léonardo, cherche à développer la sensibilité à l'importance de ces audits, et à former une trentaine d'auditeurs en Grèce.

En outre, les consultations avec les entreprises restent limitées. Les entreprises grecques, principalement des PME, sont spécialisées dans les industries traditionnelles et dans le secteur des services. Leurs méthodes de management les disposent peu à employer du personnel très qualifié. Les trois-quarts des diplômés sont donc employés dans le secteur public, au sens large. Le problème ne vient donc pas d'un manque de chercheurs et de diplômés universitaires, mais plutôt de l'incapacité de l'économie et du secteur des affaires à les absorber. La plupart des entreprises grecques ne souhaite pas ou ne peut pas investir dans la formation de leurs employés. Celles-ci recherchent donc de jeunes diplômés possédant suffisamment d'expérience pour être immédiatement efficaces. Le marché de l'informatique, en plein essor en Grèce, souligne l'importance de l'expérience professionnelle et des compétences en langues.

En Espagne, la chambre de commerce a souligné à de multiples reprises que la pénurie en compétences linguistiques et interculturelles parmi les Espagnols, et la réticence des employeurs à voyager hors de leur propre pays, sont les deux plus grands obstacles au processus d'internationalisation des entreprises. Même s'il est de notoriété publique que dans un monde de plus en plus compétitif, cela ne peut mener qu'à une baisse des parts de marché à l'international, et que les compétences en langues et en communication, couplées à la mobilité, sont la clé du succès sur un marché mondialisé, les contacts entre institutions d'enseignement supérieur et employeur restent limités.

Besoins et recherches à venir

Les prévisions en matière de besoins des institutions d'enseignement supérieur en Europe du Sud correspondent bien aux conclusions des consultations organisées par le sous-groupe 2 auprès des employeurs et les diplômés. Plus particulièrement, les besoins en offre de formations, auxquels devront répondre les institutions d'enseignement supérieur, concernent les compétences en langue et en communication requises par les nouveaux profils professionnels qui découlent de la mondialisation et de l'internationalisation. Le rythme d'adaptation peut bien sûr varier d'un pays à l'autre, en fonction des conditions

locales. Il semble que dans les pays de l'Europe du Sud, le développement professionnel tout au long de la vie nécessitera des programmes d'enseignement modulaires et flexibles.

Études de cas relatives aux évolutions des formations dans l'enseignement supérieur et nouveaux besoins

Ces trois études concernent les nouveaux programmes développés pour répondre aux nouveaux besoins.

1. Bulgarie. Introduction de nouvelles offres en langues étrangères dans les universités bulgares à tous les niveaux du LMD :

- certains programmes sont enseignés en anglais, en allemand ou en français, même si, pour l'instant, ils restent plutôt rares et ne sont proposés que dans quelques universités ;
- des spécialistes de certaines disciplines sont régulièrement invités à assister à des cours de langues de spécialité, pour leur permettre d'améliorer leurs compétences en langues et de s'adapter aux nouveaux besoins ;
- certaines universités bulgares deviennent des centres de certification, aptes à reconnaître les compétences linguistiques de leurs étudiants ;
- l'augmentation du nombre d'étudiants profitant des programmes de mobilité de l'Union Européenne, a provoqué une vague de motivation pour l'apprentissage des langues ;
- ces développements expliquent l'intérêt croissant pour les cours du soir payants, en parallèle avec ceux dispensés dans la formation, ce qui a renforcé le rôle des départements de langues.

2. Grèce. Le programme de formation pour les élèves-professeurs proposé par le département d'anglais de l'université d'Athènes.

Objectifs et Justification

Le programme intègre des enseignements théoriques et pratiques, ainsi que des mises en situation professionnelle d'enseignement de l'anglais aux locuteurs grecs tout comme aux autres locuteurs apprenant l'anglais en Grèce. Leur but est d'offrir aux élèves-professeurs les connaissances et les compétences nécessaires pour enseigner efficacement l'anglais. Ses objectifs sont : (a) de développer leur sens critique, pour leur permettre de réfléchir aux tendances des pratiques pédagogiques, et de comprendre l'impératif social de l'enseignement de l'anglais dans l'Europe d'aujourd'hui, et (b), de les préparer à leur futur rôle de professionnels de l'enseignement de l'anglais.

Le programme propose des conférences, des séminaires et des ateliers sous l'égide du personnel de l'université, des intervenants extérieurs et des

spécialistes de pédagogie. Les étudiants participent aux cours enseignés par leurs collègues, à l'analyse du comportement des élèves en classe par le biais de vidéos, à des simulations, à des projets concrets de conception et d'évaluation de cours, d'activités et de matériaux, et au développement du portfolio professionnel.

Structure

Ce programme de troisième et quatrième années, est constitué de deux cours obligatoires et d'une série d'enseignements de diversification.

1) Cours obligatoires :

- Linguistique appliquée à l'enseignement et à l'apprentissage de l'anglais
- Méthodes et pratiques d'enseignement de la langue anglaise

2) Enseignement de diversification (proposés selon la disponibilité des enseignants) :

- Discours pédagogique de l'enseignement de l'anglais
- Perspectives européennes de l'enseignement, de l'apprentissage et de l'évaluation des langues étrangères
- Langue et culture : impact sur l'apprentissage et l'enseignement des langues
- Analyse d'erreurs
- Le langage de la classe de langues étrangères
- Théories et pratique de la rédaction
- Simulations pédagogiques d'enseignement de l'anglais
- Stage pratique d'enseignement de l'anglais

Autres activités

3) Stages et tutorats

En 2006, dans le cadre du cours sur la « pratique pédagogique », le département a débloqué des fonds (grâce au Programme Opérationnel « Éducation et formation professionnelle initiale ») afin de :

- Proposer aux étudiants des stages pour mettre en pratique leurs compétences d'enseignement de l'anglais en tant que langue étrangère, en travaillant deux mois dans le primaire ou le secondaire.
- Apprendre aux enseignants formateurs à gérer leur rôle de tuteur et développer des "kits" de soutien aux tuteurs.

Les questionnaires d'évaluation remplis par les élèves-professeurs et leurs tuteurs, ont révélé que chacun y trouve un intérêt. Ces stages et ces tutorats ont même été récompensés par le label européen pour les projets innovants en apprentissage des langues en 2006.

4) Le "Portefolio professionnel"

En 2004, le département a introduit l'idée d'un portefeuille professionnel pour les élèves-professeurs. Le Portefolio permet aux utilisateurs de conserver un suivi de leur parcours à travers les connaissances et les compétences acquises au cours de leurs études dans le département. Le but : accroître le niveau de professionnalisme des élèves-professeurs et faciliter l'évaluation de leurs capacités lors du recrutement en tant qu'enseignants ou dans les programmes de master ou de doctorat. Les élèves-professeurs commencent à compléter leur portefeuille au cours de la troisième année d'études et l'enrichissent au cours de la dernière année avec l'aide de leur tuteur universitaire.

3. Grèce : Le centre d'apprentissage en autonomie du département d'anglais de l'université d'Athènes a été créé pour essayer de répondre aux besoins en compétences linguistiques et en technologies de l'information et de la communication.

Le centre propose aux étudiants :

- l'accès à Internet
- l'accès aux versions numériques de différents cours
- du matériel pédagogique, en ligne ou hors ligne, pour :
 - améliorer la qualité des compétences linguistiques
 - rattraper des travaux pratiques
 - développer les capacités de lecture et d'écriture.
- des tutoriaux pour améliorer sa maîtrise de l'outil informatique
- des cours sur l'utilisation de l'Internet, et sur la recherche d'informations pour les projets et les articles de recherche.

Les objectifs du centre sont :

- de fournir le matériel nécessaire à l'apprentissage autonome en anglais
- de familiariser les étudiants avec les techniques d'autoformation
- de leur faire connaître les progrès technologiques en matière d'enseignement, plus particulièrement dans le cadre de l'enseignement des langues
- de promouvoir l'autoévaluation

Dans un futur proche :

Les étudiants auront accès à du matériel pédagogique de haute qualité. Le centre prévoit de demander un financement pour développer du matériel pédagogique facilitant l'autoformation et l'identification des lacunes.

Sources du rapport de synthèse : Version à jour du rapport national de María Luz Suárez (Université Deusto, Espagne), Vania Simeonova (Université Agricole, Plovdiv, Bulgarie), Bessie Mitsikopoulou et Doriana Nikaki (Université d'Athènes, Grèce)

Bessie Mitsikopoulou